



MARCHES DE L'OFFICE NATIONAL DES FORÊTS

ACHAT DE PLANTS FORESTIERS

ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE n° 2025-8800-001

APPEL D'OFFRES OUVERT EUROPEEN

(passé en application des articles L.2124-2 et R.2124-2, R.2161-2 à R.2161-5 du Code de la Commande Publique)

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES ET TECHNIQUES PARTICULIÈRES (C.C.A.T.P.)

Objet de la consultation

Le présent accord-cadre a pour objet la fourniture et la livraison de plants forestiers, présentés en racines nues, mottes ou godets, pour la saison de plantation 2025-26 dans les forêts gérées par la Direction Territoriale Auvergne Rhône-Alpes de l'ONF.

Pouvoir adjudicateur

Office National des Forêts
Direction territoriale Auvergne Rhône Alpes
143, Rue Pierre Corneille
69003 LYON Cedex 03

Personne signataire de l'accord-cadre

La personne signataire de l'accord-cadre est M. Nicolas KARR, Directeur Territorial de l'Office National des Forêts.

1 IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR

1.1. Pouvoir adjudicateur

Le pouvoir adjudicateur est l'Office National des Forêts, Direction Territoriale Auvergne Rhône Alpes, établissement public à caractère industriel et commercial, immatriculé sous le numéro unique d'identification SIRET 662 043 116 00489 dont le siège est Lyon – 143 rue Pierre Corneille – 69003 LYON.

1.2. Personne en charge de l'exécution et du suivi de l'accord-cadre

La personne en charge de l'exécution et du suivi de l'accord-cadre est le directeur territorial agissant en vertu de la délégation de pouvoir n° 9200-21-DLG-JUR-035 du 18 janvier 2021 accordée par le Directeur général de l'O.N.F. aux directeurs territoriaux :

Mr KARR Nicolas
Directeur Territorial
143, Rue Pierre Corneille 69003 LYON

1.3. Personne habilitée à donner les renseignements prévus aux articles R.2191-60 et R.2191-61 du Code de la Commande Publique (nantissements ou cessions de créances)

Mme ABONNENC Valérie
Agence Comptable Secondaire DT AURA
12, Allée des Eaux et Forêts - BP103 - 63370 LEMPDES
Téléphone : 06.10.03.85.79
Courriel : valerie.abonnenc@onf.fr

1.4. Personne auprès de qui des renseignements d'ordre technique peuvent être obtenus

Mr STACH Nicolas
Coordinateur territorial de l'approvisionnement en plants forestiers
143, Rue Pierre Corneille 69003 LYON
Téléphone : 06.03.42.67.99
Courriel : nicolas.stach@onf.fr

1.5. Personne auprès de qui des renseignements d'ordre juridique peuvent être obtenus

Mme CUILLERIER Patricia
Cheffe du Service Financier et Juridique
143, Rue Pierre Corneille 69003 LYON
Téléphone : 06.23.58.03.09
Courriel : patricia.cuillierier@onf.fr

1.6. Comptable assignataire des paiements

Mme ABONNENC Valérie
Agence Comptable Secondaire DT AURA
12, Allée des Eaux et Forêts - BP103 - 63370 LEMPDES
Téléphone : 06.10.03.85.79
Courriel : valerie.abonnenc@onf.fr

2 CADRE DE L'ACCORD-CADRE

2.1 Objet de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre a pour objet la fourniture et la livraison de plants forestiers, présentés en racines nues, mottes ou godets, pour la saison de plantation 2025-26 dans les forêts gérées par la Direction Territoriale Auvergne Rhône-Alpes de l'ONF.

L'exécution de cet accord-cadre est régie par le Cahier des Clauses Administratives Générales des marchés publics de fournitures courantes et de services approuvé par arrêté ministériel du 30 mars 2021.

2.2 Classification CPV

La référence à la nomenclature communautaire (nomenclature CPV) est la suivante :

03121100-6	Plantes vivantes, bulbes, racines, boutures et greffons
------------	---

3 CARACTERISTIQUES DE L'ACCORD-CADRE

3.1 Procédure

Il s'agit d'un appel d'offres ouvert passé en application des articles L.2124-2, R.2124-2 et R.2161-2 et suivants du Code de la Commande Publique.

3.2 Forme de l'accord-cadre

Il s'agit d'un accord cadre à bons de commandes en application en application des articles L.2162-1, R.2162-1 à R.2162-6, R.2162-13 et 14 du Code de la Commande Publique.

3.3 Décomposition en lots

L'accord-cadre n'est pas décomposé en lots. Les besoins sont précisés sur les bordereaux des prix unitaires (BPU).

3.4 Modalités d'attribution de l'accord-cadre

Les candidats présentent leurs offres en complétant le bordereau des prix unitaires. Les offres sont établies pour une ou plusieurs provenances, pour les catégories d'âge disponibles chez le candidat.

Pour chaque article (= combinaison essence / provenance / mode de conditionnement / catégorie d'âge / dimensions), la fourniture des plants sera attribuée au maximum à 3 soumissionnaires.

L'accord-cadre sera attribué en deux temps : **une tranche ferme** attribuée à sa notification et **une tranche optionnelle** dont la consistance (nombre de plants par essence, provenance, catégorie d'âge...) sera confirmée ou ajustée avant le 1^{er} juillet 2025 en fonction des besoins réels de l'ONF et de ses clients.

3.5 Modalités d'attribution des bons de commande

Les offres reçues seront classées article par article.

Afin d'optimiser la logistique de livraison et de rationaliser le nombre de fournisseurs par chantier, un pourcentage maximum de 20 % des besoins (en montant) pourra être attribué à des candidats classés en 2^{ème} ou 3^{ème} position pour les articles concernés.

3.6 Prestations similaires

En cas d'éventuels achats similaires, le pouvoir adjudicateur pourra recourir aux modifications des marchés (art R.2194-1 à R.2194-9 du code de la commande publique).

4 DOCUMENTS CONSTITUTIFS DE L'ACCORD-CADRE

Les documents contractuels constitutifs du présent accord-cadre sont, par ordre de priorité décroissante :

- l'Acte d'Engagement et les Bordereaux des Prix Unitaires qui en sont son complément indissociable ;
- le présent Cahier des Clauses Administratives et Technique Particulières (C.C.A.T.P.) ;
- le Cahier des Clauses Administratives Générales des marchés publics de fournitures courantes et de services approuvé par arrêté ministériel du 30 mars 2021, non joint au dossier de consultation des entreprises mais réputé connu par les candidats. Il est téléchargeable à l'adresse :

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000020407115&fastPos=2&fastReqId=1887451667&categorieLien=id&oldAction=rechTexte>

- l'offre technique du titulaire (mémoire et annexes éventuelles) ;
- les bons de commande émis dans le cadre du présent accord-cadre.

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives de l'accord-cadre, ces dernières prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées ci-dessus.

5 DESCRIPTION DES FOURNITURES

Les plants proviendront obligatoirement de pépinières soumises au contrôle phytosanitaire, agréées par le Ministère de l'Agriculture. Le titulaire est tenu d'indiquer la pépinière d'éducation des plants et son emplacement géographique. Les plants devront être conformes à la réglementation en vigueur fixée par le Ministère de l'Agriculture.

Les régions de provenance des plants mentionnées sur les bordereaux sont à respecter lors de la livraison.

Le pépiniériste s'engage à fournir les documents d'accompagnement, passeports phytosanitaires et attestations de traitement pour l'ensemble des plants livrés, quelles que soient les quantités.

Les caractéristiques demandées pour chaque essence sont indiquées dans les BPU. Les dimensions des plants forestiers devront être conformes aux normes prévues à l'annexe 4 de l'arrêté préfectoral fixant les matériels forestiers de reproduction éligibles aux aides de l'État dans la région Auvergne-Rhône-Alpes en vigueur au moment de l'attribution de l'accord-cadre.

Après attribution de l'accord-cadre, aucune modification de provenance ou de qualité ne sera acceptée.

6 PASSATION DES COMMANDES

Les commandes sont passées au fur et à mesure des besoins par l'émission de bons de commandes. Aucune livraison ne doit être effectuée sans bon de commande.

Chaque bon de commande indique :

- l'identification des contractants
- la référence du présent accord-cadre 2025-8800-001
- la date d'émission du bon de commande
- la désignation des plants commandés (essence, provenance, conditionnement, dimensions...)
- les quantités attendues
- le(s) lieu(x) de livraison
- la(es) date(s) de livraison
- le montant H.T. prévisionnel des prestations à effectuer

Les bons de commande sont adressés par courriel au titulaire, l'accusé de réception servant de point de départ au délai d'exécution des prestations.

Si, dans un délai de 72 heures à compter de la date d'envoi du bon de commande au titulaire, l'ONF n'a pas reçu de réserve de ce dernier, le titulaire est réputé avoir accepté l'exécution de la commande.

Les bons de commande, signés par la personne chargée de l'exécution du présent accord-cadre ou son représentant, peuvent être émis jusqu'à l'expiration de la durée de validité de l'accord-cadre. Les bons de commande émis en fin d'accord-cadre pourront voir leur exécution se prolonger au-delà de la date d'expiration de l'accord-cadre. Dans ce cas, la durée d'exécution maximale des bons de commande sera de 2 mois.

L'ONF respectera des périodes de livraison compatibles avec les cycles physiologiques des plants.

L'ONF s'efforcera autant que possible de :

- regrouper les commandes au niveau des agences territoriales ONF ou des Unités de Production des Agences Travaux pour limiter le nombre de jours et de points de livraison par lot et par secteur ;

- mettre en place des réunions de début (septembre) et mi-campagne (décembre/début janvier) entre les coordinateurs ONF et le pépiniériste pour étudier les quantités à livrer et identifier les jours de livraison envisageables.

En cas de dépassement du délai de livraison défini dans les conditions ci-dessus, pour tenir compte des répercussions sur l'organisation des chantiers de plantation de l'ONF, **les pénalités mentionnées à l'article 10.2 ci-après s'appliqueront de plein droit.**

7 TRAITEMENT EVENTUEL - ARRACHAGE, TRI ET STOCKAGE DES PLANTS - CONDITIONS DE LIVRAISON

7.1 Traitement éventuel des plants

Des traitements en pépinière pourront être demandés, par exemple des prestations complémentaires de traitement contre le gibier ou contre l'hylobe :

- **Traitement répulsif contre le gibier** : le titulaire précisera dans le BPU les produits proposés et fournira à l'ONF la fiche technique et la fiche sécurité de ces produits. Le traitement prescrit sera précisé par l'ONF avant l'arrachage des plants.

- **Traitement contre l'hylobe** : le titulaire s'engage à utiliser exclusivement le produit prescrit par l'ONF (voir BPU).

Le titulaire de l'accord-cadre fournira à l'ONF avec les documents d'accompagnement des plants un certificat de traitement.

7.2 Arrachage des plants (racines nues)

Les plants seront arrachés sous la seule responsabilité du titulaire et selon les méthodes en vigueur afin de protéger les plants et leur système racinaire des dommages.

Si les conditions météorologiques (gel, pluviométrie excessive) rendent impossible l'arrachage à la période prévue pour assurer la livraison, le titulaire en informera l'ONF par courrier électronique, sans délai.

Le délai entre l'arrachage et la livraison à l'emplacement défini par l'ONF ne pourra excéder quatre (4) jours sous peine de refus de réception des plants par l'ONF. Il appartient au titulaire d'organiser les étapes d'arrachage et de tri et de tenir compte des délais de livraison pour respecter cette disposition. Cette clause pourra toutefois être assouplie, sur accord écrit de l'ONF et sans dépasser un délai maximal de dix (10) jours, si le titulaire peut se prévaloir d'avoir pris toutes les dispositions destinées à stocker les plants dans des conditions satisfaisantes (chambre froide, conditionnement ...).

7.3 Stockage et transport des plants

Le titulaire prendra les dispositions nécessaires pour identifier les plants commandés (étiquettes, marquage, séparation des lots...) et éviter des mélanges entre essences proches ou entre provenances.

Les plants en racines nues devront être conditionnés et livrés en sacs. Ces sacs devront être opaques (intérieur sombre) et préserver au mieux la qualité des plants (risques d'échauffement, gel...). Le titulaire s'assurera que les sacs des différentes essences ou provenances soient facilement localisables afin de faciliter les opérations de contrôle et de réception.

7.4 Conditions de livraison

Les plants seront livrés pour la campagne de plantation comprise entre le mois de septembre de l'année n et le mois de mai de l'année n+1 (n et n+1 étant précisés au BPU).

L'ONF s'engage à faciliter les conditions de livraison en privilégiant les sites de livraison aisément accessibles à un camion, à une adresse postale et si possible hors forêt (hangars UP, siège de l'unité territoriale, maison forestière). Dans les rares cas où le lieu de livraison n'aura pas d'adresse postale (en restant toutefois accessible à un camion), un point de rendez-vous disposant d'une adresse postale sera préalablement

convenu entre l'ONF et le pépiniériste pour que le réceptionnaire ONF puisse guider aisément le transporteur jusqu'au site de livraison. Autant que possible, l'ONF mettra à disposition des plans d'accès détaillés.

Les livraisons devront avoir lieu du lundi au vendredi inclus, sauf jour férié, entre 08h00 et 16h00, afin de permettre la présence systématique, sauf empêchement d'urgence indépendant de sa volonté, du réceptionnaire ONF. Les livraisons envisagées à des heures plus tardives devront impérativement avoir fait l'objet d'un accord préalable de l'ONF, du fait des conséquences en termes de mise en jauge ou de manutention des plants ou des caisses de conteneurs après le coucher du soleil.

Le titulaire prendra contact avec le réceptionnaire avant la livraison, dans un délai qui sera précisé sur le bon de commande et qui ne pourra être inférieur à 48 heures (hors week-ends et jours fériés), de manière à l'avertir du créneau de livraison retenu, Le titulaire devra demander à son transporteur une information sur :

- la demi-journée de livraison, 48h à l'avance ;
- le créneau horaire par tranche de 2 heures, la veille de la livraison.

Quelle que soit la taille de la livraison, toute formule qui permet d'affiner l'horaire de livraison (coordonnées tél. du transporteur par exemple) doit être recherchée pour éviter les attentes improductives.

Le titulaire est informé du fait que les points de livraison ne bénéficient pas d'une présence permanente d'un représentant ONF et le réceptionnaire, s'il se trouve en forêt, peut ne pas être joignable. **Il doit donc prendre toutes les dispositions nécessaires pour l'avertir suffisamment en amont et lui permettre d'organiser sa présence à la livraison.** A défaut, le lot de plants pourra être refusé sans que le titulaire puisse prétendre à un dédommagement de la part de l'ONF. En aucun cas, les produits ne devront être laissés sur place si l'opération de réception n'a pu avoir lieu, l'ONF se déchargeant de toute responsabilité en cas de détérioration ou de vols.

Les plants seront livrés préférentiellement par le titulaire. Même s'il fait appel à un prestataire de transport, le pépiniériste demeure responsable des bonnes conditions de préservation des plants et de l'information du réceptionnaire ONF. Le livreur doit parler français et, à chaque point de livraison, prévoir le temps nécessaire à la réception.

Dans tous les cas, le titulaire devra s'assurer auprès des responsables ONF que les moyens qu'il va mettre en œuvre seront compatibles avec les lieux de livraison, notamment en ce qui concerne le moyen de transport utilisé, par rapport à l'accès au site ONF (parfois, route empierrée) et au matériel destiné au déchargement (hayon élévateur fortement recommandé). L'ONF ne possédant pas de plate-forme de déchargement, ni de matériel adapté, **les manutentions nécessaires au déchargement des produits seront à la charge du fournisseur, qui prendra toute disposition pour le bon déroulement de l'opération.**

Conformément aux dispositions du Code du Travail (section 2, art. R4515-4 à R4515-11), **la participation de personnels de l'ONF aux opérations de déchargement est subordonnée à l'établissement préalable avec le fournisseur d'un protocole de sécurité** comprenant les informations utiles à l'évaluation des risques de toutes natures générés par l'opération ainsi que les mesures de prévention et de sécurité à observer à chacune des phases de sa réalisation.

En l'absence de protocole de sécurité, aucun personnel de l'ONF ne participera à l'opération de déchargement. Si le transporteur n'est pas apte à effectuer seul cette opération, la livraison sera refusée, sans qu'aucune indemnité ne puisse être réclamée à l'ONF.

Conformément à l'article 20 du CCAG applicable aux marchés publics de fournitures courantes et de services, les risques afférents aux transports des plants jusqu'à leur destination incombent au fournisseur.

7.5 Lieux et contacts de livraison

Les lieux de livraison seront principalement situés en région Auvergne Rhône-Alpes et seront précisés sur chaque bon de commande.

De manière exceptionnelle, notamment dans les cas évoqués à l'article 7.6 ci-après, ces lieux de livraison pourront se situer en dehors du territoire de la région Auvergne Rhône-Alpes.

7.6 Participation aux frais de livraison pour les commandes de faible montant

Le bordereau des prix unitaires de cet accord-cadre est conçu selon le principe suivant :

Les prix par plant sont franco de port, c'est-à-dire intègrent les frais de livraison, lorsque la commande est supérieure à 5 000 € HT. Cette commande peut regrouper des articles attribués à un même titulaire, à condition que la livraison soit prévue le même jour et dans le même secteur géographique (distance entre 2 points de livraison successifs inférieure à 50 km par la route la plus courte).

- Dans les cas où la commande n'atteint pas 5 000 € HT, un supplément forfaitaire sera appliqué pour tenir compte du surcoût de livraison. Ce supplément sera forfaitaire et fonction des tranches suivantes :

Montant de commandes cumulées pour une même livraison compris entre	Montant forfaitaire de supplément de livraison
Montant < 1 500 € HT	Forfait livraison 1 (voir BPU)
1 500 € HT ≤ montant < 3 000 € HT	Forfait livraison 2 (voir BPU)
3 000 € HT ≤ montant < 5 000 € HT	Forfait livraison 3 (voir BPU)
Montant ≥ 5 000 € HT	Franco de port

L'analyse des offres reçues prendra en compte ces suppléments.

8 MODALITES DE RECEPTION ET DE CONTROLE DES PLANTS

La réception des plants sera effectuée suivant la méthode de contrôle par échantillonnage décrite dans le guide « Réussir la plantation forestière » 3^{ème} édition décembre 2014, dont il appartient au titulaire de prendre connaissance. Il est téléchargeable à l'adresse :

https://agriculture.gouv.fr/sites/minagri/files/guide_reussir_la_plantation_forestiere_201501_a4_cle8a81f1.pdf

Ce guide est accepté par les deux parties comme étant la référence sur le protocole de contrôle et sur les critères de conformation et d'état sanitaire.

Les plants devront :

- être de **qualité loyale et marchande** selon les critères de conformation et d'état sanitaire définis par les normes qualitatives CEE rappelées dans le Guide technique "Réussir la plantation forestière", édition 2014 et présenter toutes les garanties nécessaires à une bonne reprise : ils seront en état de végétation latente et présenteront un enracinement et une tige bien équilibrés.
- satisfaire aux **normes d'âges et de dimensions** prévues à l'annexe 4 de l'**arrêté préfectoral fixant les matériels forestiers de reproduction éligibles aux aides de l'État dans la région Auvergne-Rhône-Alpes** en vigueur au moment de l'attribution de l'accord-cadre et indiquées dans le bordereau des prix unitaires, y compris en ce qui concerne les dimensions et caractéristiques des conteneurs ou des mottes, sous peine de refus du lot, sans que cela donne lieu au versement d'une quelconque indemnité à la charge de l'ONF.

La réception se fera contradictoirement entre le réceptionnaire ONF et le titulaire ou son représentant. Chaque réception donnera lieu à l'établissement d'un document signé par les deux parties.

En cas de livraison par un transporteur, la réception se fera unilatéralement par le réceptionnaire ONF (sauf délégation formelle écrite de représentation faite par le prestataire au transporteur). Les résultats lui seront opposables et il ne pourra pas les contester. En cas de refus du lot, l'ONF s'engage à conserver les bottes de plants échantillonnées ayant servi au contrôle, le temps d'organiser une contre-visite par le pépiniériste si ce dernier en fait la demande, dans un délai ne pouvant excéder 7 jours ouvrés.

Le titulaire est conscient du temps nécessaire au bon déroulement nécessaire aux opérations de réception et s'engage à en informer préalablement son représentant, ou son prestataire en cas de livraison par un transporteur. Aucune indemnité ne pourra être réclamée à l'ONF en dédommagement de l'attente du chauffeur le temps des opérations de contrôle et de réception.

Dans la mesure du possible, la réception devra être faite dans un délai d'une demi-heure lorsqu'il y a un nombre restreint d'essences et hors temps de déchargement. Le temps de réception pourra excéder cette durée en cas de lots multi-essences, mais les équipes ONF s'efforceront de le réduire au maximum.

Au cas où le transporteur ne pourrait demeurer présent pour la réception de l'ensemble des essences, la réception sera terminée unilatéralement par l'ONF, avec conservation des bottes de plants échantillonnées

pour justification de la décision prise. En cas de refus de réception, l'ONF avertira au plus vite le titulaire. Le titulaire assurera à ses frais la reprise et le remplacement du lot de plants refusé.

Chaque livraison s'accompagnera impérativement de la remise au réceptionnaire ONF des documents d'accompagnement des plants : document du fournisseur intégralement renseigné, passeports phytosanitaires européens (PPE) pour les essences qui y sont soumises et attestations de traitement pour l'ensemble des plants livrés, quelles que soient les quantités, lot par lot. En cas de non-présentation de ces documents, le lot sera refusé sans que cela donne lieu au versement d'une quelconque indemnité à la charge de l'ONF.

En cas de contrôle aboutissant à une décision de refus de lot, le réceptionnaire ONF conservera pour toute demande de justification ultérieure, les échantillons de plants ayant servi aux opérations de contrôle, sans paiement de cet échantillon au titulaire.

Le titulaire retenu assume seul les frais de retour de la marchandise non réceptionnée ou de sa destruction en cas de non reprise, ainsi que les impossibilités de réceptionner ou les surcoûts engendrés par des défaillances du transporteur pour respecter l'organisation programmée.

9 PRIX ET MODALITES DE REGLEMENT

9.1 Unité monétaire

L'unité monétaire de l'accord-cadre est l'euro.

9.2 Forme et contenu des prix

9.2.1 Nature des prix

Le présent accord-cadre est traité à prix unitaires.

Le prix est fixé au Bordereau des Prix Unitaires du titulaire.

Le prix de règlement de chaque commande est déterminé en affectant aux quantités constatées le prix unitaire figurant au Bordereau des Prix Unitaires.

9.2.2 Contenu des prix

Tous les prix sont exprimés hors TVA.

Les prix sont unitaires et réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant les prestations prévues dans le présent accord-cadre.

Les plants commandés et livrés sont destinés à une fin forestière. Le taux de TVA applicable au marché est 5,5 %.

9.3 Variation dans les prix

Les prix sont fermes pour toute la durée de l'accord-cadre.

9.4 Modalités essentielles de paiement

9.4.1 Avance

Sans objet.

9.4.2 Acomptes

Des acomptes pourront être versés conformément aux dispositions des articles R.2191-20 à R.2191-23, à partir d'un mois suivant le démarrage des prestations.

Le montant de l'acompte n'excèdera jamais la valeur des prestations auxquelles il se rapporte.

Le solde de l'accord-cadre sera versé après une complète exécution de la prestation.

Le montant de l'acompte ou du solde est diminué, s'il y a lieu, des sommes dont le Titulaire peut être débiteur envers l'ONF au titre de l'accord-cadre, notamment du montant des pénalités.

Les acomptes seront présentés dans les conditions fixées à l'article relatif à la facturation ci-dessous.

9.4.3 Facturation

Les demandes de paiement seront envoyées de façon impersonnelle à l'ONF **de façon dématérialisée** dans les conditions précisées ci-après.

Les factures comporteront les informations suivantes :

- le nom et l'adresse du titulaire ;
- le numéro du présent accord-cadre : 2025-8800-001 ;
- les références du bon de commande afférent ;
- le nom du service destinataire ;
- le détail des fournitures livrées, objet de la facturation ;
- la ou les dates de livraison
- les prix HT, TTC et la TVA ;
- les modalités de règlement (référence du compte postal ou bancaire du titulaire) ;
- la date d'établissement de la facture ;

Les factures ne respectant pas ce formalisme seront refusées par l'ONF.

9.4.4 Transmission des factures

En application des dispositions de l'article L.2192-1 du Code de la Commande Publique, la transmission des factures s'effectue obligatoirement de manière électronique et sécurisée via le portail Chorus Pro disponible à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Les informations nécessaires pour le portail Chorus Pro sont les suivantes :

Numéro de l'accord-cadre :

Accord-cadre enregistré dans le logiciel SAP, sous format 460000XXXX.

Numéro d'engagement juridique :

Bon de commande crée dans SAP et signé par l'ONF sous format 4500XXXXXX.

Numéro d'identification :

662 043 116 00489 pour la direction territoriale Auvergne Rhône-Alpes de l'ONF ou le SIRET mentionné sur le bon de commande si différent.

Numéro de service exécutant :

Ce numéro n'existe pas pour l'ONF.

9.4.5 Délai global de paiement

Le paiement des sommes dues au titulaire de l'accord-cadre sera effectué par le comptable assignataire de l'ONF par virement sur le compte bancaire ou postal du titulaire qui fournira un relevé d'identité bancaire du compte sur lequel seront effectués les paiements.

Le délai global de paiement du présent accord-cadre est fixé à 60 jours conformément aux dispositions du titre IV de la loi n°2013-100 du 28 janvier 2013 et du décret n°2013-269 du 29 mars 2013.

Ce délai court à compter de la date de réception de la facture.

Le délai global de paiement sera automatiquement suspendu :

- si le titulaire adresse sa demande de paiement à une autre adresse que celle fixée à l'article "facturation" du présent accord-cadre,
- si la facture comporte des prix différents de ceux prévus à l'accord-cadre ou des erreurs ou incohérences ne permettant pas son règlement,
- si le contrôle de la prestation prévu dans le présent C.C.A.T.P. n'a pas donné lieu à une admission.

Dans ce cas, une notification sera faite au titulaire précisant les motifs s'opposant au paiement et les justificatifs complémentaires à fournir.

Le délai global de paiement est alors suspendu jusqu'à la remise de la totalité des justifications réclamées.

Le dépassement du délai global de paiement ouvre, de plein droit, le versement d'intérêts moratoires.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

Le retard de paiement donne également lieu au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, d'un montant de 40 euros.

Lorsque les frais de recouvrement exposés sont supérieurs au montant ci-dessus, le Titulaire peut demander au représentant du pouvoir adjudicateur une indemnisation complémentaire, sur justification.

9.4.6 Nantissement ou cession de créance

Le titulaire pourra céder ou nantir sa créance, en partie ou en totalité, dans le respect des dispositions prévues par les articles R.2191-46 à R.2191-63 du Code de la Commande Publique.

10 PENALITÉS

Toute violation des clauses du présent accord-cadre pourra être sanctionnée dans le cadre des dispositions prévues au C.C.A.G.

Le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'appliquer les pénalités suivantes.

10.1 Modalités de mise en œuvre

Quelle que soit la cause des pénalités, les réfections et toutes mesures modifiant les prix des soumissions seront retenues sur les factures suivant la date de calcul des pénalités.

Si elles n'étaient pas appliquées dans ces conditions, l'ONF pourra les recouvrer par toutes voies de droit. Les pénalités sont cumulables.

Si le titulaire se trouve dans l'impossibilité de respecter les délais contractuels, il lui incombe de signaler au représentant du pouvoir adjudicateur avant l'expiration de ces délais, les causes n'étant pas de son fait et qui font obstacle à l'exécution de l'accord-cadre.

10.2 Retard imputable au candidat

Par dérogation à l'article 14.1.1 du C.C.A.G. et si, pour quelques raisons que ce soit sauf en cas de force majeure, les livraisons n'étaient pas effectuées dans les délais prévus, le fournisseur pourra se voir appliquer sans mise en demeure préalable des pénalités de retard pour défaut de livraison, calculées suivant la formule ci-après :

$P = (V \times R)/50$, dans laquelle

P = montant de la pénalité

V = valeur de l'ensemble des produits non livrés dans les délais prévus

R = nombre de jours calendaire de retard

Par dérogation à l'article 14.1.3 du C.C.A.G., les pénalités de retard seront dues y compris si leur montant total ne dépasse pas 1.000 € HT pour l'ensemble de l'accord-cadre.

Les retards imputables à des éléments, notamment d'ordre météorologique (gel, fortes précipitations), indépendants de la volonté du pépiniériste et qui rendraient impossible l'arrachage des plants, sous réserve que le pépiniériste ait pris contact lors de la survenue de l'aléa pour avertir l'ONF, ne donneront pas lieu à la présente pénalité. De même, les retards imputables à des faits ne pouvant être contrôlés par le titulaire tels que grèves, des accidents au cours du transport, des émeutes, des cataclysmes ne pourront être retenus à son encontre et un sursis d'exécution ou une prolongation de délai sera accordé(e) au titulaire pour une durée égale à la durée des perturbations.

10.3 Retard imputable à l'ONF

Lorsque le retard dans l'exécution est imputable à l'ONF, le délai d'exécution est automatiquement prolongé d'une durée égale à ce retard n'entraînant aucune pénalité pour le titulaire.

10.4 Pénalités pour indisponibilités de plants conformes

Les plants non conformes seront repris par le Titulaire à sa charge et celui-ci sera tenu de re-livrer des plants de qualité loyale et marchande.

En cas d'impossibilité d'échanger les plants, l'ONF sollicitera un autre fournisseur afin d'obtenir les plants conformes à l'accord-cadre. S'il s'avère que les prix des plants sont supérieurs à ceux présentés par la pépinière attributaire de l'accord-cadre, celle-ci s'engage à payer à l'ONF la différence entre le coût initial prévu à l'accord-cadre attribué et le coût proposé par la pépinière acceptant de fournir à l'ONF les plants concernés, de qualité loyale et marchande.

Au cas où aucune pépinière ne pourrait proposer des plants conformes en remplacement des plants non admis, pour tenir compte du surcoût occasionné à l'ONF du fait de l'impossibilité de procéder au reboisement prévu, le titulaire de l'accord-cadre pourra se voir appliquer une pénalité correspondant au coût total hors taxes des travaux préparatoires à la plantation dans les parcelles où auraient dû être mis en place les plants non admis, que l'ONF devra refaire (travaux de préparation de végétation (broyage) et de sols).

11 DROIT, LANGUE

Les dispositions qui ne sont pas expressément prévues par le présent C.C.A.T.P. seront réglées conformément aux prescriptions du Code de la Commande Publique.

Lorsqu'ils n'auront pu faire l'objet d'un règlement amiable entre les parties, les litiges survenus à l'occasion de l'exécution du présent accord-cadre seront de la compétence exclusive des juridictions administratives dans le ressort duquel le présent accord-cadre est exécuté.

En cas de litige, le droit français est seul applicable.

Tous les documents constituant, accompagnant ou cités à l'appui de la candidature et de l'offre doivent être rédigés en français. Les documents rédigés en langue étrangère sont néanmoins acceptés s'ils sont accompagnés d'une traduction en langue française dont l'exactitude est certifiée par un traducteur expert auprès des tribunaux (tribunaux français ou tribunaux du pays du candidat) et dont le nom et l'adresse seront indiqués.

Dans le cadre de l'exécution de cet accord-cadre, en tant que de besoin, le titulaire désignera un correspondant parlant français.

Toutes les transmissions adressées à l'ONF doivent également être rédigées en français.

12 PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL

Le titulaire doit se conformer strictement :

- aux lois, décrets, circulaires, et autres textes réglementaires se rapportant à l'emploi des travailleurs étrangers en situation irrégulière et aux règles d'emploi d'un salarié dans le secteur public,
- aux textes législatifs et réglementaires en vigueur en matière de sécurité sociale, législation du travail, législation fiscale

12.1 Travailleurs étrangers

Les travailleurs étrangers doivent être munis du titre les autorisant à exercer une activité salariée en France lorsque la possession de ce titre est exigée en vertu, soit de dispositions législatives ou réglementaires, soit de traités ou accords internationaux.

12.2 Travail clandestin

Le Titulaire doit remettre au maître de l'ouvrage, tous les six mois durant l'exécution de l'accord-cadre, la pièce mentionnée aux articles D. 8254-2 à D.8254-5 du Code du Travail. Il s'agit de la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail et justifiant de la régularité de la situation de son entreprise en vertu, soit de dispositions législatives ou réglementaires, soit de traités ou accords internationaux.

Le Titulaire de l'accord-cadre s'engage sur l'honneur à justifier de la régularité de la situation de son entreprise au regard des articles du Code du Travail relatifs au travail clandestin.

12.3 Travailleurs d'aptitudes physiques restreintes

La proportion maximale des travailleurs d'aptitudes restreintes et leur rémunération par rapport au nombre total des travailleurs de la même catégorie employés à l'exécution des prestations faisant l'objet de l'accord-cadre seront conformes à la réglementation en vigueur.

12.4 Pièces et attestations à fournir

Conformément aux dispositions de l'article R.2143-7 du Code de la Commande Publique, des articles L8222-1 à L8222-3, R8222-1 du Code du Travail, le Titulaire est tenu de produire tous les six mois et ce, de la

notification jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord-cadre, l'ensemble des documents exigés au titre des articles D8222-5 ou D8222-7 et D8222-8 du Code du Travail.

Les documents seront à enregistrer sur la plateforme ACTRADIS du prestataire en charge de la collecte des documents exigés au titre de la lutte contre le travail dissimulé, directement sur le site à l'adresse : www.actradis.fr

13 EVALUATION DES PRESTATAIRES

Afin d'améliorer les relations contractuelles de l'ONF avec les titulaires tout au long de l'accord-cadre les prestations seront évaluées selon des critères suivants :

- la disponibilité effective des plants contractualisés.
- le respect de la qualité loyale et marchande (état physiologique et sanitaire des plants, respect des normes dimensionnelles)
- le respect des modalités de livraison (respect des dates, horaires, délais de prévenance, modalités de stockage et de transport des plants)
- le respect du cahier des charges (provenance, âge, conditionnement, dimensions, qualité des documents d'accompagnement des plants)

L'évaluation sera communiquée au titulaire et le bilan de ces évaluations pourra être pris en compte dans les critères d'attribution des prochains marchés de l'ONF.

14 REGLEMENT DES DIFFERENTS

Tout différend entre le titulaire et le maître d'ouvrage doit faire l'objet d'un mémoire en réclamation exposant les motifs et le cas échéant justification des montants réclamés. Ce mémoire est adressé dans les deux mois qui suivent le différend. Le maître d'ouvrage dispose d'un délai de deux mois pour répondre.

Les parties peuvent soumettre les différends qui les opposent au Médiateur des entreprises (<https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises/marches-publics-entreprises>), au Comité consultatif de règlement amiable des litiges compétent (articles R2197-1 et suivant du Code de la commande publique) ou à la DREETS (anciennement DIRRECTE, <https://dreets.gouv.fr/>).

Les recours ouverts aux candidats sont les suivants :

- Référé précontractuel avant la signature du contrat (articles L.551-1 à 12 du Code de Justice Administrative) ;
- Référé contractuel après la signature du contrat, dans les 31 jours qui suivent la publication de l'avis d'attribution du contrat, ou, à défaut d'un tel avis, dans les six mois qui suivent la date de conclusion de celui-ci (dans les conditions décrites aux articles L.551-13 à 23 du même code) ;
- soit d'un recours en contestation de la validité du contrat, conformément à la décision du Conseil d'Etat du 4 avril 2014 n°358994 "Tarn et Garonne", dans un délai de 2 mois à compter de la publication de l'avis d'attribution ou à défaut de toute autre mesure de publicité concernant la conclusion du contrat.

Les recours doivent être adressés à :

Tribunal administratif de Lyon
184 rue Duguesclin 69433 Lyon cedex 03
Téléphone : 04 87 63 50 00
Courriel : greffe.ta-lyon@juradm.fr
Site internet : <http://lyon.tribunal-administratif.fr>

15 RECAPITULATION DES DEROGATIONS AU C.C.A.G.

L'article 10.2 du présent C.C.A.T.P. déroge aux articles 14.1.1 et 14.1.3 du C.C.A.G.